



Atelier international sur l'exécution des décisions de justice à Batumi (Géorgie) les 28 et 29 septembre 2011

L'UIHJ a participé des 28 au 29 septembre à un atelier international sur l'exécution des décisions de justice à Batumi (Géorgie), organisé par TAIEX en coopération avec le Bureau national de l'exécution de Géorgie et le ministère de la justice de Géorgie.

24 pays

Des représentants de 24 pays (Albanie, Allemagne, Arménie, Belgique, Bosnie et Herzégovine, Bulgarie, Espagne, Estonie, États-Unis, France, Géorgie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, ex-République yougoslave de Macédoine, Monténégro, Moldavie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Serbie, Suède, Turquie et Ukraine) se sont retrouvés pendant deux journées dans les locaux de l'hôtel Sheraton de Batumi pour cet atelier international. Cet éclairage international était parfaitement maîtrisé grâce à l'implication sans faille des trois organisateurs, et les talents organisationnels de Nika Melia, directeur du Bureau national de l'exécution de Géorgie (NBE).

La maison du service public à Batumi – The Public Service Hall of Batumi



Ramon Reigada, chef de la section des opérations, délégation de l'Union européenne en Géorgie – Ramon Reigada, Head of Operations Section, EU Delegation to Georgia

La délégation de l'UIHJ comprenait Bernard Menut, 1^{er} vice-président, Sue Collins, membre du bureau, Françoise Andrieux, secrétaire général, et Mathieu Chardon, 1^{er} secrétaire.

L'atelier international a été ouvert par Zurab Adeishvili, ministre de la justice de Géorgie qui a souhaité la bienvenue aux participants et a remercié la Commission européenne pour son soutien au travers du projet TAIEX (Technical Assistance Information Exchange Instruments) opéré par le Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Ramon Reigada, chef de la section des opérations de la délégation de l'Union européenne en Géorgie a également





souhaité la bienvenue aux participants en soulignant l'investissement de l'Union européenne dans l'aide apportée à la Géorgie et à la réforme du système judiciaire et de la profession d'agent d'exécution. Puis Bernard Menut, au nom de l'UIHJ, a remercié le NBE, le ministère de la justice et les représentants du programme TAIEX pour avoir associé l'UIHJ à cette manifestation internationale qui reflète le dynamisme de la profession d'huissier de justice en Géorgie. Le 1^{er} vice-président de l'UIHJ a reconnu que les résultats du NBE étaient très impressionnants. Il a fait part de son souhait de découvrir les secrets de cette réussite au travers les présentations et discussions à venir.

Le premier atelier avait pour thème les challenges actuels des systèmes de l'exécution au travers la recherche d'un équilibre entre les services tournés vers un objectif économique et la protection de l'équilibre des droits dans la société. La première partie de l'atelier était modéré par Roderick Macpherson, Messenger-at-Arms à Edimbourg (Ecosse), ancien président de l'Association des Messengers-at-Arms et Sheriff Officers d'Ecosse, rapporteur général du congrès international des huissiers de justice de Washington (2006).

Nika Melia a présenté le NBE dont il est le directeur et sa conception pour optimiser et rationaliser l'exécution des décisions de justice.

Puis Jos Uitdehaag (Pays-Bas), premier questeur du Comité de l'UIHJ, a présenté le système libéral des huissiers de justice. Il a indiqué comment la recherche de l'efficacité et de la rentabilité, qui fait partie intégrale du modèle, est parfaitement compatible avec le respect des droits des parties.

La seconde partie de l'atelier était modérée par Jos Uitdehaag. Marc Schmitz, huissier de justice (Belgique), questeur du Comité de l'UIHJ, a présenté brièvement le statut de l'huissier de justice belge, entièrement basé sur un système libéral. Il a ensuite abordé le système de l'exécution des décisions de justice dans son pays. Il a insisté sur la nécessité pour les huissiers de justice d'être toujours très efficace. « Sans efficacité, pas de dossiers, sans dossiers, pas de travail, et sans travail, pas de revenus pour les huissiers de justice » a-t-il insisté. Il a en particulier évoqué les trois grandes mesures d'exécution : saisie des meubles, saisie des actifs bancaires et saisie des immeubles. Marc Schmitz s'est aussi focalisé sur l'accès aux informations sur le patrimoine du débiteur, sans lequel l'exécution ne peut espérer atteindre les objectifs recherchés d'une efficacité maximale.

Pedro Lozano Munoz, chief registrar, ministère de la justice d'Espagne, a traité à son tour du sujet en mettant l'accent sur le rapport entre le coût de l'exécution pour l'État et le résultat. Dans la recherche de l'efficacité, le recrutement des agents et leur formation est essentielle, de même que les rapports avec les acteurs privés, les échanges de données dématérialisées, l'évaluation de la performance et la transparence.

Sue Collins a présenté le système de l'exécution des décisions de justice aux États-Unis. Dans son pays, il existe autant de systèmes qu'il existe d'États. Notre consœur a mis l'accent sur cette absence d'homogénéité et des difficultés qui en découlent, en particulier s'agissant de l'exécution trans-étatique.

Enfin, Antonio Kostanov, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Macédoine, a indiqué comment, dans son pays, s'est opéré le transfert des dossiers d'exécution entre les huissiers de justice fonctionnaires et les huissiers de justice libéraux qui ont été in situés il y a quelques années.

Rationaliser les procédures d'exécution

Le second atelier traitait des solutions et des moyens technologiques pour rationaliser et l'effectivité des procédures d'exécution. L'atelier était modéré



Bernard Menut, 1^{er} vice-président de l'UIHJ — Bernard Menut, 1st Vice-President of the UIHJ



*Jos Uitdehaag, huissier de justice (Pays-Bas), expert international
Jos Uitdehaag, judicial officer (the Netherlands) international expert*



*Pedro Lozano Munoz, Chief registrar, ministère de la justice d'Espagne
Pedro Lozano Munoz, Chief registrar, Ministry of justice of Spain*



Antonio Kostanov, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de l'ERY-Macédoine — Antonio Kostanov, President of the National Chamber of the judicial officers of FYRO-Macedonia



dans sa première partie par Lars Klint, coordinateur international de l'Autorité d'exécution de Suède.

Mihran Poghosyan, huissier de justice en chef de la République d'Arménie, a présenté la loi et les procédures permettant l'organisation et la réalisation des ventes aux enchères électroniques dans son pays.

Simone Ginzburg, responsable du projet « réduction du nombre de dossiers » au Haut conseil judiciaire de Bosnie-Herzégovine, a évoqué le projet pilote pour le traitement informatisé des dossiers anciens. M. Ginzburg n'a pas manqué d'insister sur les particularités de ce pays de quatre millions d'habitants qui comprend un État, deux entités, un district, quatre lois sur l'exécution et quatorze ministres de la justice...

Elin Vilippus, ancienne présidente de la Chambre des huissiers de justice d'Estonie, a abordé l'exécution électronique dans son pays et en particulier les enchères dématérialisées. A l'aide d'exemples complets, notre consœur a expliqué comment, par exemple, il était possible pour un huissier de justice estonien d'obtenir à l'aide d'un portail dédié, en quelques minutes seulement, des renseignements complets sur les biens immobiliers du débiteur, ou comment les saisies sur les comptes bancaires étaient réalisées par nos confrères d'un simple clic de souris.

La seconde partie de l'atelier était modérée par Eric Vincken, Senior Project Manager du Centre for International Legal Cooperation (Pays-Bas).

Bernard Menut a abordé le sujet sensible du recouvrement transfrontalier des obligations alimentaires. Au travers un exemple concret (le mariage puis le divorce d'une Géorgienne et d'un Français), le 1er vice-président de l'UIHJ a décrit les affres du recouvrement de la pension alimentaire, chaque époux étant retourné vivre dans son pays.

Zlatislava Mihailoff, Project Space Managing Partner (Bulgarie), a, à son tour, développé les technologies de l'information, à la lumière de l'expérience bulgare. Nino Gogelashvili, manager des projets interne du NBE, a fait part des avancées en Géorgie pour ce qui touche à l'exécution électronique.

Le troisième atelier concernait la coopération entre les différentes parties prenantes et les médias, au travers l'augmentation du niveau de conscience des citoyens, l'amélioration des communications, les mesures préventives et l'amélioration de l'efficacité des systèmes d'exécution. L'atelier était modéré par Pedro Lozano Munoz.

George Kadagidze, président de la Banque nationale de Géorgie, a fait part des réformes juridiques pour faciliter la liquidité des biens immobiliers. Roderick Macpherson a présenté le sujet au niveau du Royaume-Uni. Enfin, Sven Kihlgren, Directeur de l'exécution de l'Autorité de l'exécution de Suède, a traité des relations entre cette autorité et le public.

Pendant leur séjour, les participants ont visité les locaux de la Maison du service public, inaugurée en mai 2011. La devise de cette tour ultramoderne de seize étages est « tout en un seul endroit ». En effet, tous les services de l'administration y sont regroupés. On peut venir chercher sa nouvelle carte d'identité, obtenir un permis de construire ou une aide sociale, payer ses impôts, déposer un dossier d'exécution au NBE et payer ses dettes.

Les vingt-trois pays invités ne s'y sont pas trompés. Au travers ce séminaire international, nos confrères géorgiens, avec l'aide de TAIEX et du ministère de la justice de Géorgie, ont démontré leur dynamisme, leur savoir-faire, et leur volonté de s'inscrire pleinement dans le processus en marche de l'harmonisation de la profession d'huissier de justice et des procédures d'exécution.



Simone Ginzburg, chef du projet de réduction du retard des dossiers d'exécution (Bosnie-Herzégovine) — Simone Ginzburg, Head of Backlog Reduction Project (Bosnia-Herzegovina)



Lars Klint, coordinateur international, Autorité de l'exécution de Suède
Lars Klint, International coordinator, Swedish Enforcement Authority



Zlatislava Mihailoff, Project Space Managing Partner



Sven Kihlgren, Directeur de l'exécution, Autorité de l'exécution de Suède
Sven Kihlgren, Enforcement Director, Swedish Enforcement Authority



International Panel on Enforcement of Court Decisions in Batumi (Georgia) on 28 and 29 September 2011

The UIHJ Attended on 28 and 29 September an International Panel on Enforcement of Court Decisions in Batumi (Georgia), Organized by TAIEX in Cooperation with the National Bureau of Enforcement of Georgia and the Ministry of Justice of Georgia.

24 countries

Representatives of 24 countries (Albania, Armenia, Belgium, Bosnia-Herzegovina, Bulgaria, Estonia, Germany, France, Georgia, Kosovo, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Former Yugoslav Republic of Macedonia, Montenegro, Moldova, the Netherlands, Serbia, Sweden, Turkey, Ukraine, the United Kingdom and the USA) met for two days on the premises of the Sheraton Hotel in Batumi for this international panel. This international perspective was perfectly mastered thanks to the flawless involvement of the three organizers, and the organizational talents of Nika Melia, chairman of the National Bureau of Enforcement of Georgia (NBE). The UIHJ delegation included Bernard Menut, first Vice President, Sue Collins, Board Member, Françoise Andrieux, Secretary General, and Mathieu Chardon, First Secretary.

The international panel was opened by Zurab Adeishvili, Minister of Justice of Georgia, who welcomed the participants and thanked the European Commission for its support through the TAIEX (Technical Assistance Information Exchange Instrument) project operated by the Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Reigada Ramon, Head of Operations Section of the European Union delegation to Georgia, has also welcomed the participants emphasizing the investment of the European Union in helping Georgia reform the judiciary and the profession of enforcement agent. Then Bernard Menut, on behalf of the UIHJ, thanked the NBE, the Ministry of Justice and the representatives of TAIEX for having associated the UIHJ with this international event that reflects the dynamism of the profession of judicial officer in Georgia. The first

vice-president of the UIHJ acknowledged that the results of the NBE were very impressive. He expressed his wish to discover the secrets of this success through the presentations and discussions to come.

The first panel was entitled "Current challenges to enforcement Systems — Business Oriented Services and protection of Balance of Legal Rights in Society". The first part of the panel was chaired by Roderick Macpherson, Messenger-at-Arms in Edinburgh (Scotland), former president of the Association of Messengers-at-Arms and Sheriff Officers of Scotland, General Rapporteur of the International Congress of judicial officers of Washington (2006).

Nika Melia presented the NBE on the way towards optimization and streamlining processes and activities within the system.

Then Jos Uitdehaag (Netherlands), first quaestor of the UIHJ Committee, presented the liberal system of judicial officers. He noted how the search for efficiency and profitability, an integral part of the model, is perfectly compatible with the rights of parties.

The second part of the panel was chaired by Jos Uitdehaag. Marc Schmitz, judicial officer (Belgium), quaestor of the Committee of the UIHJ, outlined the status of the Belgian judicial officer, entirely based on a liberal system. He then presented the enforcement system in his country. He stressed the need for judicial officers to be always very effective. "Without efficiency, no cases, without cases, no job, and without job, no income for the judicial officers," he said. He particularly mentioned the three basic enforcement measures: seizure of goods, seizure of bank assets and seizure of immovable. Marc Schmitz also focused on access to information on the debtor's assets, without which enforcement cannot hope to achieve the desired goals of maximum efficiency.

Pedro Lozano Munoz, chief registrar, Ministry of Justice of Spain, spoke in turn on the same topic by focusing on the relationship between the cost of enforcement for the state and the result. In the search for efficiency, the recruitment of staff and their training is essential, as well as relationships with private actors, paperless exchange of data, evaluation of performance and transparency.

Sue Collins introduced the system of enforcement of court decisions in the United States. In her country, there are as many systems as there are states. Our colleague has focused on the lack of homogeneity and the difficulties arising, particularly with regard to cross-state enforcement.

Finally, Antonio Kostanov, president of the National Chamber of Judicial officers of Macedonia, described how was operated in his country the transfer of files between the former state employed enforcement agents and the liberal judicial officers who were instituted a few years ago.



Zurab Adeishvili, ministre de la justice de Géorgie
Zurab Adeishvili, Minister for Justice of Georgia



Nika Melia, président du Bureau national de l'exécution de
Géorgie — Nika Melia, Chairman of the National Bureau of
Enforcement of Georgia



Marc Schmitz, huissier de justice (Belgique)
Marc Schmitz, judicial officer (Belgium)



*Sue Collins (USA), membre du bureau de l'UIHJ
Sue Collins (USA), member of the board of the UIHJ*



Mihran Poghosyan, huissier de justice en chef de l'exécution forcée d'Arménie — Mihran Poghosyan, Chief Compulsory Enforcement Officer of Armenia



*Elin Vilippus, huissier de justice (Estonie)
Elin Vilippus, judicial officer (Estonia)*

Streamlining Enforcement Procedures

The second panel dealt with IT solutions and technological means for streamlined and effective enforcement proceedings. The panel was chaired in its first part by Lars Klint, International Coordinator of the Swedish Enforcement Authority. Mihran Poghosyan, Chief Compulsory Enforcement Officer of the Republic of Armenia, presented the legislative grounds and procedure of organizing and holding compulsory electronic auctions in the Republic of Armenia. Simone Ginzburg, Head of Backlog Reduction Project of Judicial efficiency High Unit and Prosecutorial Council of Bosnia-Herzegovina, spoke of the pilot system for Electronic processing of the utility cases. Mr Ginzburg has not failed to emphasize the peculiarities of this country of four million people that includes one state, two entities, one district, four laws on enforcement and fourteen ministers of justice...

Elin Vilippus, former president of the Chamber of Judicial officers of Estonia, addressed electronic enforcement in her country and in particular electronic auctions. By means of examples, our colleague explained how, for example, it was possible for a judicial officer to obtain within minutes through the Estonian e-portal complete information on property of the debtor, or how the seizure of bank accounts was made by our colleagues with a simple mouse click. The second part of the panel was chaired by Eric Vincken, Senior Project Manager of the Center for International Legal Cooperation (the Netherlands). Bernard Menut addressed the sensitive issue of cross-border recovery of maintenance obligations. Through a concrete example (marriage and divorce of a Georgian and a French), the first vice-president of the UIHJ described the

dreads of the recovery of maintenance, each spouse being returned to live in his/her country.

Zlatislava Mihailoff, Project Space Managing Partner (Bulgaria), developed IT solution in the light of the Bulgarian experience. Nino Gogelashvili, internal projects manager of the NBE, promoted e-Enforcement, an active process for Georgia. The topic of the third panel was "Cooperation with stakeholders and media representatives — Increased public awareness, improved communication, preventive measures, and improved efficiency of enforcement system". The panel was chaired by Pedro Lozano Munoz.

George Kadagidze, president of the National Bank of Georgia, addressed the legal reforms to support the liquidity in real estate. Roderick Macpherson introduced the topic of the panel in the UK. Finally, Sven Kihlgren, Enforcement Director, Swedish Enforcement Authority, made a presentation on the Enforcement authority in the eyes of society.

During their stay, participants visited the "Public Service Hall", inaugurated in May 2011. The motto of this sixteen stories modern building is "Everything in One Place". Indeed, all government departments are grouped together. One can pick up a new ID card, obtain a building permit or welfare, pay taxes, file an enforcement dossier at the NBE and pay debts.

The twenty-three invited countries were not mistaken by coming in Batumi. Through this international seminar, and with the help of TAIEX and the Ministry of Justice of Georgia our Georgian colleagues showed their dynamism, expertise, and willingness to fully participate in the process of harmonization of the profession of judicial officer and enforcement proceedings.



Eric Vincken, senior project manager, Center for International Legal Cooperation



Nino Gogelashvili, Internal Project Manager, NBE



*Roderick Macpherson, Messenger-at-Arms (Ecosse)
Roderick Macpherson, Messenger-at-Arms (Scotland)*